

Unité bidépartementale Eure Orne
1 Avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27020 Evreux Cedex

Évreux, le 26/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/05/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DYNAFOND SA

Chemin de la Porte Rouge
ZONE INDUSTRIELLE de la Porte Rouge
27150 Étrépagny

Références : UBDEO.ERC.2026.05.190
Code AIOT : 0100003667

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2026 dans l'établissement DYNAFOND SA implanté Chemin de la Porte Rouge ZONE INDUSTRIELLE de la Porte Rouge 27150 Étrépagny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DYNAFOND SA
- Chemin de la Porte Rouge ZONE INDUSTRIELLE de la Porte Rouge 27150 Étrépagny
- Code AIOT : 0100003667
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DYNAFOND est spécialisée dans la fonderie d'aluminium sous pression.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance des effets des rejets sur la qualité de l'air	AP Complémentaire du 10/12/2024, article 2.3	Demande d'action corrective	3 mois
3	Surveillance du rejet d'eaux pluviales	AP Complémentaire du 10/12/2024, article 3.3.1	Demande d'action corrective	6 mois
5	Moyens de secours contre l'incendie	AP Complémentaire du 10/12/2024, article 6.8	Demande d'action corrective	6 mois
6	GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surveillance environnementale	AP Complémentaire du 10/12/2024, article 2.4	Sans objet
4	Mesures de prévention de l'étude des dangers	AP Complémentaire du 10/12/2024, article 6.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'instruction du dossier d'actualisation du site, l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/12/2024 a mis à jour les prescriptions applicables.

L'inspection a relevé que l'exploitant a finalisé son plan d'actions découlant de l'étude des dangers. D'autres actions sont en cours pour répondre à l'échéancier de l'arrêté préfectoral : 3 demandes ont été formulées dans le présent rapport, des éléments de réponse sont attendus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des effets des rejets sur la qualité de l'air

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/12/2024, article 2.3		
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques		
Prescription contrôlée :		
Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.		
	Conduits N° F1 ; F2 et F3	
Paramètre	Concentration en mg/Nm3	Fréquence
Poussières, y compris particules fines	20	1 fois par an durant 3 ans à compter de la notification du présent arrêté puis, sous réserve de la conformité des résultats, 1 fois tous les 3 ans pour tous les conduits par un organisme agréé
Aluminium	-	
CO	-	
NOX	-	
Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) et mesurées selon les normes en vigueur.		
A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire		

ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NF X 44-052 doivent être respectées.

Les résultats des contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a pris du retard pour programmer ce contrôle, il n'a pas été réalisé en 2025.
Lors de la visite, l'exploitant a précisé que des devis sont en cours avec des organismes de contrôles pour le réaliser en 2026.
Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis un bon de commande le 22/05/2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 : l'inspection demande à l'exploitant de transmettre les résultats du contrôle portant sur les rejets atmosphériques des réception.

L'inspection rappelle à l'exploitant que ce contrôle est à réaliser annuellement durant 3 ans puis il pourra modifier la fréquence à 1 fois tous les 3 ans sous réserve de la conformité des résultats.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Surveillance environnementale

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/12/2024, article 2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait procéder par un organisme agréé à une nouvelle campagne de mesure des retombées atmosphériques, autour de son site ainsi qu'un point témoin hors site, en période hivernale (afin d'éviter les périodes de travaux agricoles), **sous un délai de 2 ans à compter de la notification du présent arrêté**, sur les paramètres suivants :

- Poussières : Méthode des jauges de collecte des retombées suivant la norme NF EN 43-014 ou, en cas de difficultés, par la méthode des plaquettes de dépôt suivant la norme NF X 43-007,
- Métaux : Méthode par tube passif sur charbon actif ou méthode normée en vigueur.

Constats :

L'échéance pour cette prescription n'est pas encore échue (10/12/2026), l'exploitant a réalisé un tableau de suivi des échéances pour programmer ce contrôle en décembre 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance du rejet d' eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/12/2024, article 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Sans préjudice des conventions de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur l'effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents : <ul style="list-style-type: none">• DCO : 125 mg/l,• Matières en suspension (MES) : 35 mg/l ,• Hydrocarbures (HCT) : 5 mg/l. L'exploitant fait réaliser annuellement , par un organisme compétent, une analyse sur son rejet d'eaux pluviales afin de vérifier le respect de ces valeurs limites.
Constats : L'exploitant a présenté les analyses réalisées par la ville d'Etrépagny en date des 16/12/2024 et 22/09/2025. Le paramètre hydrocarbures n'est pas recherché. L'inspection interroge l'exploitant sur les valeurs élevées mesurées en DCO et MES qui laissent envisager que le prélèvement est réalisé sur le réseau d'eaux usées, le rapport n'est pas très clair sur le lieu de prélèvement, il mentionne "regard de visite du domaine public". L'exploitant indique qu'il accompagne le préleveur lors du prélèvement et qu'il correspond bien au réseaux d'eaux pluviales du site. L'exploitant explique que l'origine des teneurs élevées provient de l'invasion des goélands sur le secteur chaque année, les fientes présentes en quantités importantes sur les toitures sont ensuite entraînées par le ruissellement des pluies, s'accumulent dans les gouttières et les obstruent pour partie puis se retrouvent dans le réseau d'eaux pluviales. La ville d'Etrépagny met en place des actions pour limiter la gêne provoquée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°2 : l'inspection demande à l'exploitant de faire réaliser un contrôle d'eaux pluviales par un organisme agréé sur les 3 paramètres (DCO, MES et Hydrocarbures), de prendre une photo du regard sur lequel le dispositif de prélèvement sera positionné et de joindre le plan du réseau des effluents aqueux du site sur lequel le regard aura été identifié. Ces éléments sont à transmettre sous un délai de 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Mesures de prévention de l'étude des dangers

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/12/2024, article 6.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de prévention de l'étude des dangers
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les mesures d'amélioration suivantes définies dans son étude des dangers : <ul style="list-style-type: none">• Mettre en place un plan de contrôle et de maintenance des filtres de récupération des poussières d'aluminium (grenailage et bandes de découpe).• Formaliser l'interdiction d'utilisation de la grenailleuse / des bandes de découpe en cas de panne du système d'aspiration des poussières.• Mettre en place un plan de test, de contrôle et de maintenance des sécurités des fours.• Mettre en place un plan de test, de contrôle et de maintenance des mises en sécurité du réseau de gaz naturel.• Formaliser les contrôles préventifs du réseau de refroidissement d'eau et de l'état de la toiture• Formaliser le contrôle de l'état du réseau de gaz naturel (contrôle visuel et test d'étanchéité)
Constats : Suite au dépôt du dossier d'actualisation comportant une étude des dangers en 2023, l'exploitant a mis en place des actions afin de répondre à cette prescription : un tableur excel recense les actions réalisées chaque année pour contrôler et remplacer les filtres de récupération des poussières, contrôler les sécurités des fours, les vannes du réseau de gaz naturel, l'état des toitures... Ces contrôles sont majoritairement réalisés lors de l'arrêt technique en août. Le tableur est à compléter, l'enregistrement des derniers contrôles n'a pas été mentionné suite à un manque d'effectif. D'autres actions ont également été achevées : <ul style="list-style-type: none">- installation de 2 armoires pour placer sur rétention des GRV/fûts de produits polluants,- mise en place des liaisons équipotentielles entre les canalisations et le réseau de terre (canalisation de gaz, d'eau de ville et d'eau refroidie) telle que recommandée par l'analyse du risque foudre,- éloignement du stock de cartons des armoires électriques,- éloignement de la benne de stockage extérieure de déchets plastiques du bâtiment.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est de la responsabilité de l'exploitant de tenir à jour son tableau de suivi des contrôles et opérations de maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/12/2024, article 6.8
Thème(s) : Risques accidentels, Calcul besoin en eau

Prescription contrôlée :

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment:

- de deux poteaux incendie dont un implanté à 200 mètres au plus du risque d'un débit minimum de 60 m³/h sous une pression de 1 bar ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et de pelles ;

L'exploitant doit réaliser, **sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, le calcul de dimensionnement des moyens de secours au moyen du guide D9 (celui-ci prend en compte les activités métallurgiques fascicule F).

Constats :

L'exploitant a fait réaliser, par la société CNPP, le calcul D9 (rapport R.25.0304 en date du 28/11/2025). Le rapport rappelle que *"compte tenu des caractéristiques physico-chimiques de l'aluminium fondu, notamment leur réaction violente avec l'eau à haute température, l'usage de l'eau comme agent extincteur dans les zones de fusion représente un risque aggravant.*

Ainsi, la présente proposition de dimensionnement DECI prévoit une réduction du besoin en eau dans ces secteurs (minoration), compensée par la mise en place de moyens adaptés aux feux de métaux : extincteurs poudre D, sable sec en quantité suffisante, et formation spécifique du personnel.

La première intervention en période ouvrée repose essentiellement sur l'utilisation d'extincteurs portatifs adaptés aux classes de feu. Ces équipements permettent une réponse initiale rapide sur départ de feu, mais présentent des limites en cas d'incendie prenant de l'ampleur et/ou de grande ampleur ou impliquant des risques spécifiques, tels que les feux de métaux ou les zones à forte chaleur.

Les extincteurs ont fait l'objet d'un certificat de conformité N4 et sont suivis dans le cadre de contrôles périodiques Q4, avec la dernière vérification en décembre 2024.

L'ensemble du personnel, soit 30 personnes a été formé à l'utilisation des extincteurs (formation datée du 1 avril 2025), avec un recyclage prévu tous les deux ans."

Celui-ci préconise des recommandations de sécurité : formaliser un protocole d'intervention bipartite entre l'exploitant et le SDIS 27 pour la gestion d'un incendie dans les zones où l'usage de l'eau est proscrit, solution pour le remplacement du gardien en cas d'absence, garantir une accessibilité permanente, ajouter un extincteur à poudre de classe D spécifique sur roues de 45 kg à proximité immédiate des fours, déplacer les produits inflammables et les cartons actuellement stockés à proximité des compresseurs et du tableau électrique dans la zone de stockage de masse.

S'agissant du calcul du besoin en eau D9, il conclut à un besoin en eau de 180 m³/h compte tenu

de l'interdiction de projeter de l'eau comme agent d'extinction dans les zones comprenant les fours et les machines sous pression utilisant de l'aluminium en fusion.

Les deux poteaux situés à proximité du site ont un débit de 120 m³/h à une pression de 1 bar (rapport de Veolia du 5/06/2024), il n'a pas été vérifié le débit des 2 poteaux en simultané afin de s'assurer qu'ils délivrent bien un débit supérieur à 180 m³/h.

Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté :

- la présence du plan d'intervention, des consignes de sécurité et d'évacuation,
- les extincteurs sont répartis sur tout le bâtiment, certains sont difficiles d'accès à cause de stockages de pièces métalliques à proximité dans la partie peu fréquentée de l'usine,
- l'ajout d'un extincteur de classe D sur roues de 45 kg, d'une réserve de sable et d'une pelle à proximité des fours de fusion (risque de feux de métaux).

L'exploitant a sollicité le SDIS pour réaliser un exercice sur son site en lien avec son activité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°3 : L'inspection demande à l'exploitant de faire procéder à un contrôle en simultané des 2 poteaux incendie présents à proximité de son site afin de s'assurer qu'ils répondent au besoin en eau de 180 m³/h défini par le rapport D9.

Observation : Le plan, en annexe du présent rapport, mentionnant les zones interdites à la projection de l'eau comme agent d'extinction (= zones comprenant les fours et les machines sous pression utilisant de l'aluminium en fusion) est à tenir à disposition des services de secours à l'accueil du site avec le plan d'intervention.

Il est de la responsabilité de l'exploitant de désencombrer l'accès aux extincteurs situés dans la partie stockage des pièces métalliques ou de les déplacer dans une zone plus adéquate si nécessaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II

Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration annuelle des émissions

Prescription contrôlée :

II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

<p>-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.</p> <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <p>-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.</p> <p>Cette déclaration comprend :</p> <p>-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;</p> <p>-la quantité par nature du déchet ;</p> <p>-le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;</p> <p>-le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a relevé que l'exploitant produit plus de 2 tonnes de déchets dangereux :</p> <p>- en 2025 : 29 tonnes de déchets dangereux ont été déclarés via le registre "Trackdéchets" majoritairement sous le code 120109* émulsions et solutions d'usinage sans halogènes.</p> <p>L'exploitant n'a pas initié la création de son compte ni procédé à la déclaration des émissions via la plate-forme GEREPE pour l'année 2025.</p> <p>Suite aux échanges avec l'inspection, l'accès a été créé et finalisé le 22/05/2026. L'exploitant devra veiller à réaliser sa déclaration annuelle des émissions entre le 01/01/n et le 31/03/n pour l'année n-1.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>